

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article2454>



la Sécu : Un budget mais les patients, culpabilisés, passent à la caisse

- Actualité Evènements-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : samedi 14 mars 2026

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Pour faire face à des dépenses il est nécessaire de trouver de l'argent, personne ne le nie. La question n'est pas technique- choisir entre telle ou telle mesure- mais est de savoir qui paie.

Augmenter les franchises médicales c'est augmenter les restes à charge et notamment ceux des plus malades, c'est augmenter les inégalités sociales car ces restes à charge sont d'autant plus lourds que les revenus sont faibles. C'est le choix que fait, par décret, ce gouvernement comme les précédents. C'est aussi faire croire que ce sont les patients qui sont responsables du « trou » de la Sécu : ils sont trop malades !

De même pour lutter contre les fraudes à la Sécurité Sociale, ce gouvernement instaure, par décret également, l'obligation pour les personnes bénéficiaires de l' Aide Médicale d' État de présenter une pièce d'identité avec une photo ce que nombre d'entre elles ne peuvent produire en raison même de leur statut de demandeur d' asile, incapable de l'exiger de leur pays d'origine. C'est une volonté honteuse de leur refuser leurs droits. Alors que les principales fraudes sont le fait des professionnels de santé et des employeurs qui n'honorent pas leurs cotisations.

Décider de fausses solutions en culpabilisant les patients est une manière de gouverner . Prenons le cas des urgences. Le constat est clair : elles sont encombrées parce que des malades ou blessés ne peuvent être hospitalisés faute de places disponibles dans les services. La solution gouvernementale imposée : la régulation par les centres 15 des entrées aux urgences ! En quoi ceci diminue le nombre de patient.e.s devant être hospitalisé.e.s ??? en revanche les coupables sont désignés : ce sont celles et ceux qui ont recours « pour rien » aux services d'urgence, et non pas celles et ceux qui ont décidé de supprimer des dizaine de milliers de lits d'hospitalisation ces dernières années.

Ne soyons pas dupes de ces fausses solutions qui ne font qu'aggraver les inégalités sociales de santé. Organisons ou soutenons les initiatives diverses et variées des citoyen.ne.s pour garantir l'accès aux soins et à la santé de toutes et tous. Soyons solidaires des nombreux mouvements revendicatifs des professionnels de santé.

jean-luc landas.